

## MESSAGE DU PRÉSIDENT



Les importations de concentrés de protéines laitières ont été l'un des dossiers prioritaires en 2006. Au début de l'année, une décision du Tribunal canadien du commerce extérieur ouvrait les frontières toutes grandes aux concentrés de protéines laitières. Avec Les Producteurs laitiers du Canada (PLC), nous n'avons ménagé aucun effort pour régler cette question qui met en péril l'avenir de la gestion de l'offre.

Le ministre de l'Agriculture fédéral, Chuck Strahl, a finalement pris la décision qui s'imposait en annonçant, lors de la conférence annuelle des PLC, que le Canada utilisera l'article 28 du GATT pour limiter les importations de concentrés de protéines laitières. Cette annonce était accompagnée d'un engagement sans équivoque en faveur de la gestion de l'offre et des avantages qu'elle procure aux Canadiens. Le ministre a également mandaté l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) de préparer un projet de loi pour harmoniser les lois canadiennes sur les standards de composition des fromages. Nous attendons cette décision depuis plusieurs années et nous allons collaborer avec l'ACIA pour que la législation soit mise en vigueur le plus rapidement possible.

Du côté de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les 149 pays membres n'ont pas réussi à s'entendre, en juillet 2006, sur les modalités d'application de l'entente-cadre sur l'agriculture adoptée en 2004. Ils ont convenu de faire une pause et les négociations ont été suspendues. Il est difficile de prévoir ce qu'il adviendra du cycle de Doha de l'OMC, car derrière les portes closes les pays continuent de discuter. Si des acteurs majeurs comme les États-Unis et l'Union européenne arrivent à s'entendre, nous pourrions assister à la reprise d'un processus de négociation dont le résultat pourrait nous faire très mal.

Nous avons profité de cette pause pour promouvoir le concept de souveraineté alimentaire, qui favorise le développement et le maintien d'une agriculture locale, à dimension humaine, orientée principalement vers un approvisionnement de proximité. L'application de ce concept permettra de tenir compte des dimensions sociales et environnementales de l'agriculture tout en maintenant une agriculture vivante, de qualité et intéressante pour la relève.

Cette pause à l'OMC est aussi une occasion de réfléchir à notre avenir. Le conseil d'administration de la Fédération des producteurs de lait du Québec a repris la démarche de planification stratégique amorcée en 2002 afin d'établir des objectifs précis pour relever les défis qui nous attendent si nous voulons assurer la pérennité de nos fermes et de notre secteur. Tous les producteurs ont été invités à participer à la discussion afin que nous puissions adopter une vision du développement du secteur laitier lors de notre assemblée annuelle d'avril 2007. Cette réflexion permettra de remettre en contexte les décisions qui ont été prises sur le prix du quota et les discussions qui ont cours à ce sujet.

C'est aussi pour préparer l'avenir que la Fédération a décidé, tout comme ses homologues des autres provinces, de rendre obligatoire l'implantation du programme Lait canadien de qualité, qui est un programme d'assurance salubrité des aliments à la ferme fondé sur les principes des systèmes HACCP. Cette démarche vise à répondre aux exigences grandissantes des consommateurs à l'égard de la qualité et de la sécurité des aliments, à qui nous pourrions démontrer les actions que nous accomplissons pour livrer un lait de bonne qualité. Il est de la responsabilité de la Fédération de contrôler la production afin de fournir un produit de qualité supérieure qui satisfait aux exigences et aux besoins du marché.

Enfin, nous nous sommes dotés au cours de l'année d'un outil essentiel pour favoriser le développement de la production laitière québécoise. Cet outil, c'est Valacta, un centre d'expertise en production laitière regroupant divers spécialistes du secteur. La Fédération a encouragé et appuyé la création de ce service de deuxième ligne, attendu depuis longtemps, qui assurera une meilleure concertation entre les intervenants qui accompagnent les producteurs laitiers dans leurs décisions et leurs choix.

Au cours de 2007, nous allons continuer de suivre de près tous ces dossiers, particulièrement celui des concentrés de protéines laitières, afin de nous assurer que les importations seront réellement contrôlées. Nous observerons également le déroulement des négociations de l'OMC et nous utiliserons toutes les tribunes pour faire connaître le concept de souveraineté alimentaire. Nous sommes plus que jamais engagés dans la promotion de notre système de mise en marché collective et nos actions seront alimentées par un principe qui nous est cher, soit l'équité au bénéfice de la collectivité.



Marcel Groleau, président

---

## Message from the Chairman

Imports of milk protein concentrates were one of the priority issues in 2006. At the beginning of the year, a decision by the Canadian International Trade Tribunal made the borders wide open to milk protein concentrates. Along with the Dairy Farmers of Canada (DFC), we spared no effort to resolve this issue, which is jeopardizing the future of supply management.

The federal Minister of Agriculture, Chuck Strahl, finally made the necessary decision by announcing at the DFC's Annual Dairy Policy Conference that Canada will apply Article 28 of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) to restrict imports of milk protein concentrates. This announcement was accompanied by a clear commitment to supply management and the benefits it provides to Canadians. The Minister also mandated the Canadian Food Inspection Agency (CFIA) to introduce legislation to harmonize Canadian regulations on compositional standards for cheese. We had been waiting for this decision for several years and we will collaborate with the CFIA to ensure that the legislation comes into force as soon as possible.

At the World Trade Organization (WTO), in July 2006, the 149 member countries did not reach agreement on the details for applying the agricultural framework agreement adopted in 2004. They agreed to a "time out" and the negotiations were suspended. It is difficult to anticipate what will become of the WTO Doha Round, because the member countries are continuing informal discussions behind closed doors. If major players like the United States and the European Union manage to conclude an agreement, we could see the resumption of a negotiating process, with an outcome that could hurt us very badly.

We took advantage of this break in negotiations to promote the concept of food sovereignty, which encourages the development and maintenance of local agriculture, on a human scale, oriented primarily to domestic markets. The application of this concept will make it possible to take into consideration the social and environmental dimensions of agriculture, while maintaining a vibrant, efficient agricultural sector that is of interest to the next generation of farmers.

This break at the WTO is also an opportunity to reflect on our future. The Board of Directors of the Fédération des producteurs de lait du Québec has resumed the strategic planning process initiated in 2002. Its aim is to establish precise objectives that help us meet the challenges we must face if we want to ensure the sustainability of our farms and our sector. All producers were invited to participate in the discussion, so that we can adopt a vision for the development of the dairy sector at our April 2007 Annual Meeting. This reflection will also allow us to place in the current context the decisions and discussions on the quota price.

It is also to prepare for the future that the Federation, like its counterparts in other provinces, decided to make the Canadian Quality Milk program compulsory. This is an on-farm food safety program, based on the principles of the HACCP systems. This approach is designed to address ever-growing consumer requirements regarding food quality and safety. We must be able to show consumers what actions we are taking to deliver high quality milk. It is the Federation's responsibility to control production in order to provide a superior quality product that satisfies market requirements and demand.

Lastly, during the year, we adopted an essential tool to encourage the development of Quebec dairy production. This tool is Valacta, a centre of expertise in dairy production, bringing together various dairy specialists. The Federation encouraged and supported the creation of this long-awaited second-line service, which will ensure more concerted action by the specialists who advise dairy producers on their decisions and choices.

In 2007, we will continue to closely follow all these issues, especially the subject of milk protein concentrates, so that we can ensure that imports are truly controlled. We will also monitor the progress of the WTO negotiations and will use every forum to disseminate the concept of food sovereignty. More than ever, we are involved in promoting our collective marketing system, and our actions will be prompted by a principle dear to us - equity for the benefit of the community.



Marcel Groleau, Chairman